

Conseil d'Alsace / Philippe Richert devant les maires du Haut-Rhin

Rassurer et convaincre

Ce n'est « pas le Bas-Rhinois mais l'Alsacien » Philippe Richert qui a plaidé hier devant les maires du Haut-Rhin réunis à Mulhouse pour le Conseil unique d'Alsace. Il a appelé le conseil général du Haut-Rhin à entamer le travail dans le groupe projet tout en donnant des gages d'un équilibre entre les territoires.

■ Un prêche en terre de mission. Une plaidoirie devant un jury populaire. L'exercice auquel Philippe Richert s'est livré hier devant les maires du Haut-Rhin réunis à la foire de Mulhouse relevait des deux. Il s'agissait pour lui de rassurer des élus rétifs à voir leur Département disparaître dans la fusion des conseils généraux et du conseil régional et de démontrer le bien-fondé d'un Conseil unique d'Alsace, comme le permet désormais la loi de réforme des collectivités territoriales.

Il l'a fait avec d'autant plus de force que René Danesi, le président des maires du Haut-Rhin et Jean-Marie Bockel, le président de l'agglomération mulhousienne, ont abondé en son sens, et que le président du conseil général Charles Buttner, opposé à toute fusion, était absent.



Philippe Richert a plaidé hier pour le Conseil unique d'Alsace devant les maires du Haut-Rhin réunis à Mulhouse : « On n'avance pas si on reste sur son quant-à-soi ». (Photo DNA-Philippe Anstett)

« L'inquiétude est normale »

Pour René Danesi, le principe de subsidiarité justifie à lui seul la création du Conseil unique dans la mesure où il permettra à l'Alsace d'obtenir de l'État un transfert de nouvelles compétences, et « surtout un pouvoir réglementaire, voire législatif ». Le vice-président du conseil régional précise toutefois que le Conseil d'Alsace devra s'appuyer dans un premier temps sur les deux conseils généraux et, à terme, sur les communautés de communes « préalablement regroupées et renforcées ».

Conscient de « l'inquiétude normale » de certains élus, y compris des conseillers généraux, Jean-Marie Bockel appelle les uns et les autres à commencer à travailler de conserve. « Il n'est pas normal qu'on boude le groupe projet. Soyons les difficultés, posons l'importante question d'équilibre des territoires... »

Allons-y tranquillement mais franchement », a-t-il lancé en fustigeant ceux qui font « deux pas en avant et un pas en arrière » tout en relevant que le conseil général du Haut-Rhin a pris « l'orientation de poursuivre le dialogue ».

« L'EuroAéroport est une chance pour Strasbourg »

D'abord « tordre le cou » à la disparition « imaginaire » d'un département et à un centralisme strasbourgeois qu'induirait la fusion. « Tout ne doit pas être regroupé en un seul lieu ; l'Alsace est polycentrique, explique Philippe Richert. Nous devons donner sa chance à chaque agglomération ou territoire. Il ne s'agit pas d'une concurrence entre le Bas-Rhin et le Haut-Rhin mais de mettre en commun les moyens pour être plus efficaces administrativement et répondre aux

attentes des citoyens sur le terrain. »

Et de multiplier les exemples de mutualisations possibles dans les domaines de l'économie, du tourisme, des routes, des collèges/lycées. « Six structures s'occupent aujourd'hui de l'économie, pareil pour le tourisme », s'étrangle Philippe Richert.

« Tendre la main, se parler »

Donner ensuite des gages. Le ministre des Collectivités territoriales souligne qu'il défend « personnellement » à Paris des dossiers haut-rhinois, comme le raccordement ferroviaire de l'EuroAéroport qu'il entend faire inscrire au prochain contrat triennal Strasbourg capitale européenne 2012-2014. « L'EuroAéroport est une chance pour Strasbourg. On a passé trop de temps à considérer que c'était un aéroport haut-rhinois », a-t-il

remarqué sous les applaudissements.

Philippe Richert a également indiqué que le TVR Rhin-Rhône pourrait bénéficier des financements européens tout en espérant que le dossier sur le droit du travail et la fiscalité sur la plateforme aéronautique de Bâle-Mulhouse « avance rapidement ».

Enfin, « tendre la main » et « se parler ». « Les conseils généraux et le conseil régional sont des amis. On n'avance pas en restant sur son quant-à-soi », indique Philippe Richert qui souhaite que le groupe projet se mette au « travail » avec les parlementaires, les maires et les présidents d'agglomérations. « Il ne s'agit pas d'exclure mais de rassembler », conclut-il. Encore faut-il que Philippe Richert et Charles Buttner se rappellent sur leur portable.

Franck Buchy